

MONDE **11 Janvier 2012 à 12h55**

«Dès 1990, les chercheurs avaient mis en garde contre le futur génocide rwandais»

Recueilli par **THOMAS HOFNUNG**



Des crânes de victimes du génocide rwandais au Mémorial de Ntarama. (Photo Gianluigi Guercia. AFP)

Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS, auteur de *L'Etat en Afrique. La politique du ventre* (Fayard, dernière édition en 2006), suivait de près la politique africaine de la France et l'évolution du conflit rwandais dans la période 1990-1994. Il réagit au nouveau rapport balistique présenté mardi, qui attribue aux Hutus extrémistes l'attentat contre le président hutu Habyarimana en 1994, point de départ du génocide.

Comment réagissez-vous aux conclusions du rapport d'expertise des juges Trévidic et Poux ?

Le rapport confirme sur un plan technique l'hypothèse qui était la plus logique pour un analyste politique. Depuis 1990, Habyarimana avait instrumentalisé l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) pour piéger l'opposition, pour l'essentiel composée de Hutus, qui s'était mobilisée dans le contexte du «Printemps africain», dans la foulée de la Conférence nationale au Bénin et du soulèvement de l'ensemble de l'Afrique francophone. Il avait particulièrement mal vécu, lors de la Conférence de La Baule, l'appel de Mitterrand à la démocratisation de l'Afrique, pour ambigu que fut celui-ci. Sous l'influence de son Etat-major particulier, Mitterrand a finalement cautionné et protégé militairement cette politique de restauration autoritaire et a été amené à couvrir des exactions de plus en plus graves.

L'engrenage était parfaitement prévisible, même pour le non spécialiste de la région des Grands Lacs que je suis. Mais il est apparu que Habyarimana était lui-même sous l'influence d'un Hutu Power occulte, une espèce de conseil d'administration dont il n'était que le simple fondé de pouvoir, et dont son épouse Agathe était l'âme damnée. Lorsque Habyarimana s'est résigné à des

concessions, lors de la Conférence d'Arusha – notamment sous la pression d'Alain Juppé qui avait infléchi la politique française de soutien inconditionnel au Hutu Power, en arrivant au Quai d'Orsay en 1993 – il s'est trouvé en contradiction avec ses ultras.

Sitôt son avion abattu, j'en ai logiquement déduit qu'il avait été la victime de son propre camp, dont les ultras étaient déterminés à empêcher par tous les moyens un partage du pouvoir avec le FPR. Mais c'était une supposition logique, et je n'avais aucun élément permettant de le prouver, n'étant ni agent des services secrets ni journaliste d'investigation. Il est donc curieux que l'on semble aujourd'hui découvrir la lune à la lecture du rapport des experts et des juges, dont il faut saluer le travail. Ce qui prouve que l'enfumage de l'opinion par quelques acteurs français de la tragédie a été efficace toutes ces dernières années.

S'il ne laisse plus guère de doute sur la localisation des tireurs, que peut-on en déduire sur leur identité ?

Eh bien, précisément, qu'il s'agit des membres du conseil d'administration du régime, du Hutu Power, capables de mener une telle opération. Donc *a priori* des militaires, sans que l'on puisse exclure une éventuelle complicité de mercenaires étrangers, sans non plus que l'on oublie la responsabilité écrasante des membres civils du Hutu Power qui ont joué un rôle crucial dans la préparation matérielle, diplomatique et médiatique du génocide à partir de 1990, ou en tout cas de 1992-1993.

L'opposition rwandaise, dont des anciens proches de Paul Kagamé, affirment qu'on ne peut totalement exclure l'existence d'un commando infiltré du FPR... Est-ce plausible ?

L'opposition dite hutu, qui s'était illustrée dans l'art de la désinformation quand elle était elle-même au pouvoir à Kigali, peut-elle encore être crédible dans ses affirmations ? Quant aux anciens du FPR qui portent ces accusations, qu'ils apportent des preuves, sans lesquelles on risque de ne voir, dans leurs propos, que des règlements de comptes internes à un mouvement armé qui a toujours excellé en la matière. A tout seigneur tout honneur, Kagamé lui-même est soupçonné d'avoir liquidé son prédécesseur à la tête du FPR lors des premiers jours de son offensive contre le régime de Habyarimana. Vrai ou faux, bonjour l'ambiance... Depuis 1990, les conflits croisés des Grands lacs sont devenus, Internet aidant, une immense chambre d'écho pour les rumeurs, les accusations et les désinformations les plus folles.

Quid de l'origine des missiles qui, apparemment, proviendraient des stocks de l'armée ougandaise, proche du FPR ?

Voilà typiquement une question qu'il faut laisser aux juges et à leurs experts, et à laquelle les chercheurs doivent s'abstenir d'essayer de répondre faute de compétence, et dans le climat de désinformation que j'évoquais tout à l'heure

Si cet attentat a été planifié par les extrémistes hutus, est-ce la preuve que le génocide lui-même l'a été ? Ou un groupe de radicaux a-t-il profité du choc de cet attentat pour prendre le pouvoir et déclencher le génocide a posteriori ?

Non, nous savons que ce génocide a été planifié et préparé plusieurs mois, voire plusieurs années, auparavant, y compris au niveau des municipalités. Dès l'automne 1990-1991, des universitaires comme Catharine et David Newbury, excellents spécialistes du Rwanda, avaient mis en garde les chancelleries occidentales à ce sujet.

Comment expliquez-vous que ni l'ONU, ni le TPIR n'aient voulu enquêter sur cet attentat ?

C'est à eux qu'il faut poser la question.

A l'époque, vous aviez vous-même remis une note au Quai d'Orsay sur cette affaire. Comment avait-elle été accueillie ?

En effet, en octobre 1990, j'avais rédigé une note de quelques pages, que *Libération* a ultérieurement publiée, où j'analysais la stratégie de restauration autoritaire de Habyarimana, son instrumentalisation de la guerre pour ce faire, l'extension du conflit à l'ensemble de la région, y compris au Kivu – du fait des tensions agraires qui y régnaient et de l'antagonisme entre Tutsis d'origine rwandaise et «autochtones» que Mobutu, lui aussi engagé dans une stratégie de restauration autoritaire, envenimait. La seule chose que je ne prévoyais pas était l'ampleur génocidaire du massacre programmé, précisément parce que je n'étais pas un spécialiste des Grands Lacs. Les Newbury, eux, l'avaient compris.

Sans enfreindre mon devoir de réserve, je puis dire que la parole d'un chercheur ne pèse pas lourd à côté de celle d'un ambassadeur, surtout si celui-ci est devenu un intime du chef de l'Etat. Donc mon avertissement n'a pas été pris au sérieux.